Conférence-débat avec François Burgat

« La Palestine et les Médias ou l'Islamophobie au Service de l'Occupation Israélienne »

Le COMITE ACTION PALESTINE
vous convie à une conférence-débat avec :

François BURGAT

Politologue,
Directeur de recherche à l'IREMAM
Institut de recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman, CNRS

le jeudi 4 octobre 2007 à 20h30

à **BORDEAUX**
Amphithéâtre de l'Athénée Municipal
Place St Christoly
Tram A ou B, arrêt Hôtel de Ville

François Burgat est l'auteur de plusieurs essais dont « L'islamisme à l'heure d'Al-Qaida » (2005, Editions La Découverte).

Il a publié en Août 2006 sur **Oumma.com** un article sur la « Telavivision » dont voici un extrait :

[….] *« Aux rois des non-dits du 20 heures et des « plateaux » qui penchent sous le poids des « philosophes à gages » et autres « experts » auto-proclamés, aux princes des débats à sens inique, aux reines des enquêtes à œillères et des docus menteurs, aux montages qui trichent et qui truquent, aux mages*

du « 50-50 » (une minute pour les cratères et… une pour les canons) comment dire la rage ressentie devant de telles « informations » ? Comment vous dire : « Assez » ! L'arme des mots nous forge un nouveau nom : vous serez désormais la « TELAVIVISION! »

A la télévision, on creuse le vieux sillon du sens commun de la haine ordinaire : de Gaza à la banlieue sud de Beyrouth, on stigmatise indistinctement- et aussi aveuglément qu'en leur temps ses pères nationalistes – l'entière génération politique dite « islamiste » tout entière identifiée au « terrorisme ». […]

Informations supplémentaires au 06-74-60-02-36 ou par mail : **actionpalestine@hotmail.fr**

La gauche palestinienne : une occasion manquée

e 9/8/2007 9:50:00 (924 lectures)

Article de **Ramzy Baroud** paru le **03 juillet 2007** sur Khaleej Times et traduit en français par Info-Palestine .
L'auteur dénonce l'erreur historique de la gauche palestinienne : ne pas soutenir le gouvernement du Hamas, direction politique qui a été choisie, pour la première fois dans l'histoire palestinienne, parmi les opprimés, les pauvres et les démunis.
Pour R. Baroud, le Hamas est d'un point de vue pratique beaucoup plus proche des principes du socialisme que la gauche palestinienne.
Nous pourrions sans doute étendre cette analyse à une grande partie de la gauche mondiale.

Pour la première fois dans notre histoire, une direction politique avait été choisie dans nos rangs, choisie par les opprimés, les pauvres et les démunis, pour aller de l'avant.

Quand les élections ont amené au Parlement palestinien une majorité formée de membres du Hamas, et alors qu'il devenait de plus en plus évident qu'un embargo international dirigé par l'Amérique serait l'un des prix à payer pour cette victoire, j'ai contacté beaucoup d'intellectuels et d'écrivains en Palestine, plus particulièrement ceux qui se revendiquaient de la gauche palestinienne, pour leur demander de se regrouper derrière le choix collectif fait par le peuple palestinien et de protéger la démocratie palestinienne à tout prix.

Mon appel contenait le paragraphe suivant : « *pour la première fois dans notre histoire une direction politique est choisie dans nos rangs, choisie par les opprimés, les pauvres et les démunis pour aller de l'avant. Je ne me fais aucune illusion sur le fait que ce parlement n'est pas le fruit d'une expérience démocratique, car aucune démocratie réelle ne peut naître sous occupation, et je suis également conscient que la Chambre ne représente qu'une minorité de notre peuple, mais il est indéniable que, de voir des réfugiés, des membres de familles modestes, des instituteurs, et la classe des travailleurs revendiquer leur légitimité comme leaders de la communauté, est un grand facteur d'espoir. Nonobstant l'interprétation que l'Amérique veut donner de cet acte collectif, il est important que nous le défendions en expliquant la réalité de la situation palestinienne telle qu'elle est et non telle qu'elle ressort des déformations complaisantes des medias dominants* ».

C'était là une réponse à ma lecture initiale d'une situation où le gouvernement du Hamas perdait la bataille sur le front des médias. La raison en était simple : il était dépourvu de toute expérience en la matière aussi bien que d'une audience équitable dans les médias internationaux qui lui aurait permis de présenter et d'expliquer sa position de façon convaincante.

Sachant cela, et de plus, conscient de la polarisation politique en Palestine, je craignais que la bataille de l'information ne se limite à la question des relations Hamas-Fatah ou à celle du gouvernement islamique-gouvernement laïque, ce qui s'est avéré le cas.

Comme tous ceux qui se définissent comme humanistes laïques, je ne réduis pas le débat en Palestine à cette grille simplifiée et je crois qu'il en va de même pour la majeure partie des intellectuels de la diaspora – ce dont je m'enorgueillis. Pour moi la question était celle d'une volonté démocratique sincère confrontée à un risque d'avortement rapide dû à la très sinistre union, encouragée par de nombreux gouvernements, d'Israël et des Palestiniens corrompus.

La réponse apportée à cette situation était compréhensible. Le vote palestinien, acte collectif aux proportions épiques, a éradiqué presque instantanément la mascarade du projet d'un grand Moyen Orient démocratique porté par une administration Bush et s'inscrivant dans le vieux projet des années 1990 du Nouveau Moyen Orient.

Le gouvernement américain avait élaboré un plan spécifique dans lequel une apparence de démocratie aurait servi ses intérêts à long terme dans la région et l'aurait érigé en protecteur des volonté populaires pour de nombreuses années à venir alors même qu'il reconnait l'échec total de sa politique en Irak.

En interne, les élections traduisaient le fait que les Palestiniens – terrorisés durant six décades par l'armée israelienne, et plus récemment, par ses relais constitués des services palestiniens de sécurité et de leur patrons quasi seigneurs de guerre – conservaient encore la force de se défendre et d'affirmer leur droit de défier le statu quo.

C'est l'une des plus fortes victoires non violentes menées par le peuple palestinien, comparable seulement avec le premier soulèvement de 1987.

Après les élections, les dirigeant du mouvement ont affirmé leur volonté de gouverner selon les normes d'une société démocratique et civile, et ont rapidement appelé tous les groupes palestiniens à se rassembler pour former un gouvernement unitaire.

Le Fatah a refusé. C'est sans surprise. Mais pourquoi la soi disant gauche palestinienne a-t-elle refusé de participer au gouvernement alors – et en dépit de son peu de popularité parmi les palestiniens- que cette participation aurait pu servir la démocratie palestinienne à plus d'un titre ?

Dans les semaines et les mois récents, dans un mouvement parallèle à la courbe ascendante du seul Hamas vers le pouvoir en mars 2006, nous avons commencé à voir des intellectuels palestiniens respectés livrer des analyses troublantes aux médias, attaquant le Hamas comme s'il était un corps étranger, véhiculé par Téhéran, et ainsi légitimant l'embargo international.

J'avais eu l'occasion – et l'honneur- de partager la tribune avec quelque unes de ces personnalités lors de forums internationaux. Certains se présentaient comme socialistes et parlaient avec ferveur de la lutte collective contre l'impérialisme international et du besoin de mobiliser la société civile dans la lutte contre l'injustice et ainsi de suite.

La victoire du Hamas a fait éclater le hiatus entre les mots et les actes, entre les priorités nationales et la rigidité de positions idéologiques ou de limites personnelles.

Quand le Hamas a entrepris de discuter avec des groupes palestiniens « socialistes » j'étais pratiquement sûr qu'ils prendraient la mesure du défi et voudraient participer à un gouvernement d'union nationale même si cela les amenait à siéger aux côtés d'un regroupement à caractère religieux dont les positions allaient à l'encontre de leurs principes.

Je pensais que la situation était trop grave pour la mise en avant d'obstacles tels que des dissensions secondaires ou des programmes de parti.

Je me trompais.

Après la résistance armée des années 1970 à Gaza, menée en partie par différents groupes socialistes, il n'y eut pas de groupe de gauche réellement populaire qui ait su faire largement appel à l'imagination de la population palestinienne. Bien que certains de ces groupes aient avancé de réels principes d'opposition à Oslo, ils étaient restés largement confinés dans les campus, ou concentrés dans des centres urbains, comme les artistes, les professeurs et les intellectuels des classes moyennes et – quelquefois – supérieures.

Le tournant bizarre de l'histoire est que le Hamas est d'un point de vue pratique plus près des principes du socialisme que les intellectuels « socialistes » des villes.

En défendant le Hamas et la volonté démocratique des Palestiniens, j'ai rarement eu le sentiment que je déviais de mes propres principes. Ma lettre aux palestiniens de gauche n'a que rarement reçu de réponse – mes échanges avec les progressistes occidentaux ont été beaucoup plus chaleureux.

A l'heure où la fracture entre le Hamas et le Fatah a pris une dimension géographique et qu'ont sombré les objectifs nationaux palestiniens, nombreux sont les membres de la gauche qui, tels d'anciens récitants de mantras, intriguent pour d'intempestives apparitions à la BBC, adressent des requêtes au Hamas et parlent de «*coup porté à la démocratie palestinienne* ».

La gauche palestinienne était quasi inexistante ; elle a perdu la seule occasion qui lui aurait permis de se reconstituer, et elle continue de prôner le statu quo, de poser au savant perdu dans une multitude de faibles d'esprits : c'est la définition même de l'élitisme intellectuel.

Ramzy Baroud

Site Internet de l'auteur : www.ramzybaroud.net

Traduction : info-palestine

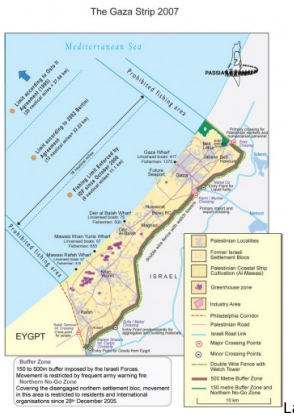
Le Hamas est passé à l’action poussé par une peur très réelle d’un coup de Jarnac sponsorisé par les Etats-Unis

le 10/7/2007 9:30:00 (618 lectures)

« Les empreintes digitales de Washington sont absolument partout sur le chaos qui a frappé les Palestiniens. La dernière chose dont ceux-ci puissent avoir besoin, c'est bien d'un envoyé spécial nommé Tony Blair !

Article de **Jonathan Steele** paru dans The Guardian le 22 juin 2007. L'auteur commence ainsi :

« Ont-ils franchi le pas en sautant d'eux-mêmes, ou bien est-ce qu'on les a poussés dans le dos ? La capture par le Hamas des QG de sécurité à Gaza était-elle spontanée, ou s'agissait-il d'une frappe préemptive afin de prévenir un coup d'Etat du Fatah ? Après le chaos de la semaine passée, il est extraordinairement important d'en découvrir les causes. »



La cause fondamentale est, bien entendu, parfaitement connue : Israël, secondé par les Etats-Unis, n'était pas prêt à admettre une victoire du Hamas aux élections palestiniennes, l'an dernier. Soutenus par une Union Européenne – serpillière, ces deux pays ont donc décidé de boycotter politiquement leurs nouveaux homologues palestiniens et de châtier les électeurs palestiniens en arrêtant toute aide économique. Leur politique a eu un effet dramatique, transformant de manière encore plus choquante Gaza en prison à ciel ouvert, et créant de la misère humaine à une échelle massive. Le but, donc, était de faire se retourner les électeurs palestiniens contre le Hamas – stratégie ô combien stupide, et ô combien cynique, dès lors qu'une pression venue de l'extérieur produit généralement plutôt la résistance que la reddition.

Cette politique de Gribouille a choqué même des responsables occidentaux aussi modérés qu'un James Wolfensohn, ancien directeur de la Banque Mondiale, que les Américains avaient chargés de seconder l'économie gaziote avant la victoire du Hamas aux élections. « Le résultat, ça n'a pas été la création d'un surcroît d'activité économique, mais la création d'obstacles supplémentaires », a-t-il déclaré, voici quelques jours, tout en expliquant qu'il avait démissionné en raison de son désaccord avec la stratégie américano-israélienne.

Par ailleurs, tout le monde sait que le Hamas avait été aussi surpris par sa victoire électorale que n'importe qui, et qu'il avait proposé à son rival malheureux – le Fatah – une coalition en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Cette offre fut déclinée. Ce refus fut déterminé, initialement, par un sentiment de fierté blessée ; le rejet réitéré par le Fatah des ouvertures régulièrement répétées du Hamas sembla de plus en plus coordonné avec Washington, et s'insérer dans la stratégie de boycott [israélo-occidentale].

Depuis des mois, des informations circulent, concernant un aspect plus sinistre du boycott. D'après ces informations, les Etats-Unis ont décidé, l'an dernier, d'un plan visant à armer et à entraîner la garde présidentielle de Mahmoud Abbas, dans une action délibérée visant à affronter et à battre le Hamas militairement. Israël a d'ores et déjà mis sous les verrous plusieurs dizaines de législateurs et maires du Hamas, en Cisjordanie. L'étape suivante devait consister à faire la même chose dans la bande de Gaza. Mais ce sont les Palestiniens, et non les Israéliens, qui ont procédé à la rafle les premiers.

Le fait d'armer des factieux insurrectionnels contre des gouvernements démocratiquement élus est coutumier des Etats-Unis, de longue date. Ce n'est pas un fait du hasard si Elliott Abrams, vice-conseiller ès sécurité nationale et architecte vraisemblable de la subversion anti-Hamas a été un acteur clé dans la fourniture d'armes, par Ronald Reagan, aux milices des Contras qui voulaient renverser le gouvernement démocratiquement élu du Nicaragua, dans les années 1980.

Des documents en circulation au Moyen-Orient affirment avoir la preuve de la stratégie du « coup de force » d'Abrams. Un de ces textes fait état des objectifs de Washington, tels qu'exprimés au cours de conversations de responsables américains avec un gouvernement arabe. Il s'agit, entre autres choses, « de maintenir le président Abbas et (son) Fatah, en tant que centre de gravité de la scène palestinienne », « d'éviter de perdre du temps en cherchant à transiger avec les conditions idéologiques imposées par le Hamas », « de saper le statut politique du Hamas en fournissant aux Palestiniens une aide économique leur permettant de faire face à leurs besoins » et « de renforcer l'autorité du président palestinien afin qu'il soit à même de convoquer et de tenir des élections anticipées, à l'automne 2007 ».

Ce document est daté du 2 mars, soit moins d'un mois après que l'Arabie saoudite ait obtenu l'accord de La Mecque, en vertu duquel Abbas avait finalement accepté de former un gouvernement d'union nationale avec le Hamas. Ce marchandage avait ulcéré les Israéliens et Washington, principalement parce qu'il avait laissé le Premier ministre du Hamas, Ismail Haniyéh, aux manettes. Le document en question suggère l'idée que les Etats-Unis voulaient saboter cet accord. Il est prouvé, d'après des responsables du Hamas qu'un Abbas déprimé aurait briefé par la suite à ce sujet, qu'on a exigé d'Abbas qu'il zappe l'accord de La Mecque à toutes les rencontres qu'il a eues depuis lors avec le Premier ministre israélien Ehud Olmert ou la Secrétaire d'Etat américaine Rice, ainsi qu'avec Elliott Abrams.

Mais il y a plus grave encore : le document fixant les objectifs américains soulignait un programme à 1,27 milliard de dollars qui aurait dû ajouter sept bataillons spéciaux, pour un effectif total de 4 700 hommes, aux 15 000 hommes dont disposait déjà Abbas dans sa garde présidentielle et dans ses autres forces de sécurité, lesquels auraient dû recevoir un supplément de formation et de nouvelles armes. « Le résultat désiré sera la transformation des forces de sécurité palestiniennes et veiller à ce que le président de l'Autorité palestinienne soit en mesure de faire passer dans les faits des décisions telles le renvoi du cabinet et la formation d'un cabinet d'urgence », dit ce document.

Alastair Crooke, un ancien conseiller spécialisé « Moyen-Orient » du chef de la diplomatie européenne Javier Solana, et actuellement directeur d'un institut de recherche à Beyrouth, fait observer qu'Israël a bloqué certaines livraisons d'armes. Il était en effet réticent à envoyer trop de flingues à Gaza, de crainte que le Fatah n'en perde le contrôle, ce qui est effectivement arrivé. C'est la raison pour laquelle le plan n'a pu être mis en œuvre que partiellement. (La Grande-Bretagne a joué un rôle mineur en aidant les services de sécurité d'Abbas. Elle a fourni pour environ 350 000 £ d'équipements « non létaux », cette année, afin d'assurer la protection du point de transit de fret de Karni, entre la bande de Gaza et Israël.)

Mais Crooke dit que le Hamas était irrité du sabotage du marchandage de La Mecque, notablement par le refus, par Mohammad Dahlan, homme fort du Fatah à Gaza depuis bien longtemps et chef des Forces de la Sécurité Préventive, de reconnaître l'autorité du ministre de l'Intérieur nommé au gouvernement d'union nationale – un (technocrate indépendant) sans affiliation partisane. « Dahlan a refusé de traiter avec lui, et il a fait descendre ses sbires dans les rues, défiant le ministre de l'Intérieur. Hamas comprit qu'il n'avait pratiquement pas d'autre choix que de prendre le contrôle de la sécurité et d'en finir avec des forces qui, en réalité, étaient la principale cause d'insécurité », explique Crooke.

Ahmad Youssouf, un porte-parole du Hamas, confirme que le mouvement a estimé qu'il devait prendre très rapidement l'initiative. Il a dit, textuellement, que les événements de la semaine dernière avaient été « précipités par la politique américaine et israélienne consistant à armer des éléments de l'opposition fathaouie déterminés à attaquer le Hamas et à nous évincer du pouvoir. »

Le Hamas ayant réussi à stopper net les projets ourdis par les Etats-Unis et le Fatah concernant Gaza, Abbas s'efforce actuellement de les mettre en œuvre en Cisjordanie, en formant un gouvernement d'urgence. Mais cette politique est condamnée à échouer, dès lors que la constitution stipule qu'un gouvernement de cette nature ne peut pas outrepasser les trente jours d'existence. Le Parlement doit lui renouveler sa confiance par une majorité des deux tiers des votes, or ledit Parlement est contrôlé par le Hamas. La seule politique sensée, pour Abbas, est nécessairement de cesser ses efforts visant à marginaliser le Hamas. Il doit revenir à l'agrément de La Mecque et soutenir un gouvernement d'union nationale. Encore maintenant, le Hamas affirme qu'il est prêt à le faire, de son côté.

Avec tout ça, qu'en est-il de l'idée de la Maison Blanche consistant à impliquer Tony Blair en s'en servant d'envoyé spécial au Moyen-Orient ? Cela créerait une « coalition des discrédités » – Bush, Olmert et Blair – et cela ressemblerait à une satire, dès lors que Blair ne jouit d'aucune crédibilité auprès du Hamas, ainsi d'ailleurs qu'auprès de la plupart des Palestiniens n'appartenant pas au Hamas… Mieux vaut laisser aux Saoudiens le soin de ressusciter le marchandage de La Mecque, ou d'attendre qu'Abbas prenne conscience qu'il est tombé dans un piège. Le Fatah n'a pour lui ni le bon sens, ni les principes démocratiques – le facteur temps, je n'en parle même pas, par charité !

Jonathan Steele

Traduction : Marcel Charbonnier

La défaite de la trahison à Gaza

le 3/7/2007 23:01:19 (543 lectures)

Tract du **CAP** résumant notre position sur le conflit de juin 2007 entre Fatah et Hamas.
Voir pour une analyse plus approfondie notre article « La défaite d'Israël et des collaboateurs du Fatah « .



Après la déroute soudaine du FATAH et celle des forces armées liées à M. Abbas et M. Dahlan, il fallait s'attendre à la réaction de l'Occident : « chaos dans la bande de Gaza », « guerre fratricide », « ordre islamique », l' « Iran aux portes d'Israël », « Al Qaeda à Gaza », etc. Rien d'inhabituel. **Toujours les mêmes mensonges, la même hypocrisie, le même racisme dès lors que les plans sionistes et occidentaux sont contrecarrés** .
Toujours la même histoire racontée à des enfants : il y a d'un côté le méchant, le Hamas, et de l'autre, le bon, le FATAH.

Mais les faits sont têtus et ils nous disent une autre Histoire .

Depuis les Accords d'Oslo, le Président Y. Arafat puis le

Président M. Abbas ont été baladés de « rencontre de paix » en « rencontre de paix » sans jamais rien obtenir. **Pas la moindre concession n'a été acquise par la négociation** . La promesse de la création d'un Etat palestinien sur les territoires de 1967 tant de fois agitée par les Américains, plus personne n'y croit. Depuis 14 ans, l'Etat-colonie d'Israël et ses alliés européens et américains parlent de « processus de paix » **mais les Palestiniens vivent au quotidien l'enfer de la violence coloniale la plus barbare** .

Le nombre de colons a doublé en Cisjordanie (400 000), un mur a été érigé pour spolier les paysans palestiniens (considéré pourtant comme illégal par la Cour Internationale de Justice), l'épuration **ethnique poursuit son cours à Jérusalem et ailleurs dans d'autres villes palestiniennes** . Si Gaza est depuis longtemps une prison à ciel ouvert, la Cisjordanie compte aujourd'hui près de 500 barrages routiers installés par l'occupant sioniste. Les assassinats et les kidnappings de dirigeants palestiniens se poursuivent.

Et pourtant Israël est présenté comme une démocratie. Les Palestiniens se font massacrer et humilier en toute démocratie. Et pourtant, ils doivent réagir de manière « modérée » .

Lorsque les puissances occidentales exigent d'eux d'élire leurs députés en Janvier 2006, et que la majorité est donnée aux candidats du Hamas, ces mêmes puissances organisent un blocus économique contre le peuple palestinien, puni parce qu'il a mal voté. Puni parce que le gouvernement nouvellement élu ne reconnaît pas Israël.

Au nom de quoi l'occupé devrait-il reconnaître son occupant et son bourreau ? Pourquoi les Palestiniens reconnaîtraient-ils un Etat qui nie leur existence ? De Gaulle aurait-il dû accepter l'occupation allemande ? Encore une fois les Occidentaux piétinent les idéaux démocratiques qu'ils affichent.

Mais dans ce jeu de confiscation du pouvoir au peuple palestinien, le clan corrompu du FATAH a joué son rôle. Systématiquement, les deux leaders de ce clan, M. Dahlan et M. Abbas, ont empêché le bon fonctionnement du gouvernement issu des urnes en Janvier 2006. En accord avec le plan sioniste, ils ont voulu museler le Peuple palestinien, le mettre à genou pour qu'il renonce à ses revendications.

Ils ont organisé la terreur contre les militants du HAMAS : assassinats, emprisonnement et torture sans que ça n'émeuve les bonnes consciences et les « humanistes » qui foisonnent en Europe, et en France en particulier. Maintes fois les dirigeants du HAMAS ont appelé les dirigeants du FATAH à former un gouvernement d'union nationale. Mais la réponse fut toujours la même : le sabotage de tout projet politique d'entente entre les différentes organisations de la résistance palestinienne.

En fait, M. Dahlan et M. Abbas n'ont jamais voulu renoncer à leurs positions de pouvoir dont ils tirent pour eux et pour leurs clans des bénéfices en monnaie sonnante et trébuchante. Ils seront plus que jamais satisfaits de l'une des dernières décisions israéliennes : le déblocage au nouveau « gouvernement d'urgence » de 600 millions de dollars de taxes douanières qu'Israël a détournés en toute illégalité depuis la victoire électorale du HAMAS en janvier 2006.

Ils pourront dorénavant mettre en place leur politique d'éradication contre les militants du HAMAS puisque les Américains leur livrent des armes. Pourtant, M. Dahlan et M. Abbas sont considérés par les puissances occidentales comme les « modérés » dans le rapport de force qui se joue en Palestine. Pétain était-il un modéré pour avoir reconnu l'occupation allemande et combattu la résistance française ?

Ce sont ces raisons qui expliquent la défaite-éclair des milices sous le contrôle de M. Dahlan et M. Abbas. Elles n'ont eu aucun soutien populaire tant il était évident qu'elles

collaboraient avec l’ennemi sioniste contre le peuple palestinien .

Le dialogue et la négociation n’ont été que supercherie pour le peuple palestinien ; que des subterfuges pour que l’Etat colonial d’Israël continue la colonisation des territoires conquis en 1967.

Rien n’arrête cette machine de guerre. Et **les Palestiniens n’ont d’autres alternatives que la poursuite de la résistance armée** . La « communauté internationale » peut leur montrer qu’ils ont tort en leur concédant le minimum : l’application des résolutions internationales. Mais ne rêvons pas, **les puissances occidentales colonisatrices n’ont jamais reculé que face à des peuples déterminés** .

L’Histoire nous le prouve.

Comité Action Palestine

La défaite d’Israël et des collaborateurs du Fatah à Gaza au mois de juin 2007

le 30/6/2007 21:10:00 (1280 lectures)

Article du **CAP** qui propose une **analyse à chaud** du conflit de la mi-juin 2007 entre le **Hamas et le Fatah** .

Pour bien saisir les tenants et les aboutissants, les enjeux et les origines du conflit, il fallait **poser le cadre historique** et l'arène sociale, politique, militaire dans lesquels les affrontements allaient se précipiter.

L'objet de la première partie est donc de dessiner ce contexte global et le fil directeur qui la parcourt est constitué des **limites des plans israéliens d'écrasement de la résistance palestinienne** . De cette manière, la victoire expéditive du Hamas devient plus intelligible parce qu'elle n'apparaît plus comme une victoire ex nihilo mais comme **l'aggravation d'un processus d'échec et de recul israéliens.**

La deuxième partie s'attache plus particulièrement à étudier les **causes de cette « guerre » inter-palestinienne** , à savoir **les antagonismes sociaux et politiques** qui existaient entre les deux formations. Deux forces contendantes étaient aux prises mais restait à comprendre la radicalisation des événements et l'explosion de la violence. **La survie du Hamas en tant que mouvement de la résistance** , dans un contexte d'isolement international, d'étranglement israélien et de trahison du Fatah est le facteur conjoncturel qui a déterminé le parti islamiste à engager la bataille.

Le texte se termine par une réflexion sur les conséquences possibles de la défaite d'Israël et des collaborateurs à Gaza en montrant que **l'évolution politique de la Cisjordanie sera déterminante** .

Photo : Comité Action Palestine

I — Echecs des plans israéliens d'écrasement de la résistance palestinienne

1. La stratégie du chaos

La victoire militaire de la Force Exécutive du Hamas à Gaza face à la Sécurité Préventive du Fatah à la mi-juin 2007 compromet sérieusement les chances de réussite du plan israélien d'élimination des cadres du Hamas et de déstructuration de la résistance palestinienne. Depuis le début de la Seconde Intifada (2000), Israël a intensifié sa politique d'assassinats ciblés dans l'objectif de priver la résistance palestinienne d'une direction politico-militaire et ainsi de plonger les territoires occupés dans le chaos.

Ainsi furent tués Abou Ali Moustapha en aout 2001 (leader du FPLP), Salah Shéhadé en juillet 2002 (fondateur des Brigades des Martyrs Ezzedine Al Qassam), Ismail Abou Chanab en aout 2003 (dirigeant du Hamas), Cheikh Yassine en mars 2004 (fondateur du Hamas), Mohamed Al Rantissi en avril 2004 (N°1 du Hamas), Arafat en novembre 2005 (fondateur de l'OLP et leader historique du mouvement national palestinien) et bien d'autres martyrs.

Cette stratégie du « chaos organisé », alimentée par le soutien apporté au Fatah contre le Hamas, vise à rendre la domination israélienne plus sure et par là ôter aux Palestiniens toute velléité d'indépendance. Ce type de stratégie bien qu'avec des modalités différentes, a été mené en Irak par l'allié étatsunien qui a allumé le feu de la discorde entre les communautés chiite et sunnite ou entre les Kurdes et les Arabes.

Cette stratégie de décapitation de la résistance palestinienne a montré ses limites puisqu'elle n'a pas réussi à affaiblir le Hamas qui a gagné les élections législatives de janvier 2006 et a ainsi pu former son premier gouvernement.

2. La stratégie de contre-insurrection après la victoire du Hamas aux élections

Mais aux yeux des dirigeants sionistes, cette stratégie s'est avérée plus urgente encore.

Parce que le Hamas a prouvé par sa victoire qu'il était populaire et le seul vrai représentant du peuple palestinien. Parce qu'il allait remplacer au pouvoir une élite corrompue et collaboratrice qui a sacrifié la cause palestinienne pour ses intérêts mesquins de bourgeoisie malingre et pour ceux de ses maîtres sionistes. Parce que le peuple palestinien allait enfin pouvoir souffler et reprendre des forces après la Seconde Intifada et les dures épreuves qu'Israël lui avait fait subir. Parce qu'enfin le Hamas n'a jamais reconnu officiellement Israël et qu'il est porteur du projet de libération de la Palestine.

Mais le pouvoir sioniste acculé s'entête à maintenir une ligne stratégique improductive. Détruire l'organisation de la résistance par tous les moyens : assassinats, arrestations et, depuis la formation du gouvernement Hamas, blocus israélien et international, rétention des recettes fiscales palestiniennes. Israël veut faire payer le prix à la population de son vote Hamas et rendre la situation invivable dans les territoires occupés pour l'obliger à se désolidariser du mouvement islamiste.

C'est une **stratégie de contre-insurrection classique** qui ressemble au blocus de Cuba par les Etats-Unis et par certains cotés aux razzias menées par la France en Algérie.

La « communauté internationale », c'est-à-dire les Etats-Unis et l'Union Européenne, a apporté son aide à Israël en privant les Palestiniens de ses aides financières.

Cette même communauté, prosélyte en matière de principes démocratiques, ne veut pas reconnaître un gouvernement élu le plus démocratiquement possible. Mieux encore, elle soutient bec et ongles la tendance putschiste du Fatah. Les dirigeants occidentaux, une espèce qui ne croit pas aux valeurs qu'elle déblatère en boucle, des hypocrites et de fieffés menteurs !

3. Les collaborateurs du Fatah

Dans ce rude contexte d'isolement des Palestiniens, le Fatah a multiplié les provocations, engageant un bras de fer armé avec le Hamas en croyant pouvoir récupérer par la force le pouvoir qu'il avait perdu par les urnes. En cela il a été aidé par Israël qui lui a fourni des armes et qui a épaulé ses interventions par les bombardements de l'aviation.

En sens inverse, la tendance collaboratrice du Fatah dirigée par Mohamed Dahlan livrait les informations nécessaires pour éliminer certains dirigeants du Hamas.

La facilité avec laquelle le pouvoir sioniste a liquidé de nombreux chefs de la résistance ne laissait que peu de doutes sur l'existence de traîtres à l'intérieur du Fatah d'autant plus que ce parti s'était à maintes reprises fait remarquer par de hauts actes de collaboration : arrestations et tortures de militants du Hamas, livraison des détenus à l'ennemi sioniste (offensive de mars 2002 à Jenine), détournement de fonds publics, etc.

4. Victoire du Hamas, victoire du peuple

La victoire éclair du Hamas à Gaza a été rendue possible par le puissant soutien populaire à l'instar de la victoire du Hezbollah à l'été 2006 face à Israël. La fusion des combattants avec le peuple, l'appui logistique et tactique apporté par la population constituent un atout majeur pour la guérilla.

Mais au-delà des facteurs matériels, les facteurs moraux tiennent une place importante. Car la mobilisation populaire se communique aux résistants sous forme d'énergie combative, la puissance du groupe galvanisant chacun de ses membres. A cela il faut ajouter la détermination et l'abnégation qui résultent de la foi et de convictions politiques structurées, fortes, justes.

Le camp d'en face, les partisans zélés d'Abbas et Dahlan, n'ont pas brillé par leur acharnement au combat. Au bout de 3 à 4 jours, les cadres de la Sécurité Préventive avaient plié bagages qui pour l'Egypte, qui pour la Cisjordanie, qui pour Israël, laissant derrière eux leurs combattants en déroute.

II — Les causes de la « guerre » inter-palestinienne

Les causes de cet affrontement relèvent à la fois du passé et du présent.

1. Oppositions sociologiques et politiques entre Hamas et Fatah

Le Fatah et le Hamas sont deux partis différents au niveau de leur représentation sociologique et diamétralement opposés par leurs projets politiques. Le Fatah est le parti de la « bourgeoisie palestinienne », des entrepreneurs, des voleurs et d'une clientèle de fonctionnaires. Le Hamas est un parti interclassiste à dominante populaire.

Sur le plan politique, le Fatah contemporain n'est pas une organisation qui lutte pour la libération de la Palestine et le droit à l'autodétermination même si en paroles il maintient l'horizon vaporeux de la Palestine de 67. Or l'histoire a montré qu'Israël n'a jamais cessé son entreprise coloniale en Palestine, au Liban, en Syrie ou en Egypte. Son économie capitaliste a besoin de toujours plus de territoires, de ressources naturelles, de marchés. L'émergence d'une économie palestinienne florissante aux portes d'Israël est impensable du point de vue de la concurrence. L'exemple de l'Irak des années 80 est parlant à cet égard.

D'autre part, l'appel des dirigeants sionistes aux juifs du monde entier à venir s'installer en Palestine va à l'encontre de l'idée d'un arrêt de la colonisation. Israël n'est pas prêt à stopper le mouvement colonial, encore moins à céder des territoires, sauf à se nier lui-même.

C'est pourquoi l'idée d'un Etat palestinien dans les frontières de 67 est purement rhétorique et permet d'afficher un semblant d'idéal nationaliste.

Le Fatah contemporain est le produit des Accords d'Oslo, un parti qui a joué la compromission avec Israël, qui accepte l'occupation et la poursuite de la colonisation, qui gère la situation politique au profit d'Israël. Un parti qui espère faire fructifier quelques intérêts bourgeois à l'ombre du pouvoir israélien. En résumé, un parti de supplétifs.

Le Hamas est un parti authentiquement nationaliste, mu par la volonté populaire de libération de la Palestine, qui n'a jamais reconnu officiellement Israël. Crée en 1987, il est le produit des deux Intifada qui ont secoué la Palestine. La première Intifada a permis son essor, le seconde a assuré sa victoire aux élections puis militairement. L'organisation du parti a fait preuve de solidité dans les épreuves qu'elle a dû affronter. Malgré le caractère massif des assassinats et des arrestations, le parti a su se maintenir et même gagner du terrain. Plus Israël cherchait à se débarrasser des organisateurs du Hamas et plus croissait le nombre de militants, de cadres et de leaders à la hauteur de leurs tâches et des événements. Telle est la fécondité des situations révolutionnaires. Elles créent les hommes qui potentiellement peuvent mener à terme cette révolution.

Reste aux hommes à convertir en actes ce qui était contenu en germe. Le Hamas a par ailleurs démontré des qualités de maîtrise de soi, de patience et de maturité. Il a toujours essayé de contenir le conflit avec le Fatah au nom de l'unité de la Nation palestinienne, refusé de répondre aux provocations, fermé les yeux sur les multiples trahisons, emprisonnements et séances de tortures qu'infligeait le parti adverse. Il a même proposé un gouvernement d'union nationale après sa victoire aux élections que le Fatah a refusé dans un premier temps et que les Accord récents de la Mecque de février 2007 ont réalisé.

La guerre intestine que le Fatah menait au Hamas a gagné en intensité à partir de la victoire de ce dernier aux élections de janvier 2006. Le parti d'Abbas et Dahlan n'a jamais renoncé au pouvoir et à ses subsides.

2. Une guerre pour la survie

La situation est devenue critique à la mi-juin 2007 et s'est soldée par la défaite des collaborateurs. La bataille livrée par le Hamas est un tournant vis-à-vis de sa politique d'apaisement et s'explique par une question de survie.

Avoir contre soi Israël, la « communauté internationale », les gouvernements arabes, faire face au blocus imposé, supporter les agissements du Fatah qui rendait les territoires palestiniens ingouvernables, sans parler des informations selon lesquelles Israël et le Fatah préparaient une opération d'envergure d'élimination des leaders du parti, toute cette situation posait comme seule alternative : la lutte ou la mort.

Résultat : Gaza est le premier territoire palestinien libéré de toute tutelle israélienne. C'est un point extrêmement positif dans la mesure où c'est le premier recul net d'Israël en territoire palestinien. L'entreprise sioniste, sous les coups de boutoirs de la résistance palestinienne, commence à dépérir.

Un Etat qui s'est donné pour finalité politique l'expansion, qui s'est construit autour de ça, et qui est forcé de se recroqueviller, va à sa perte.

3. Perspectives

Pour l'instant, la stratégie choisie par l'Etat sioniste est d'encercler la bande de Gaza, de l'étouffer et de soutenir la partition avec une Cisjordanie qui serait contrôlée par le Fatah. C'est ainsi qu'avec la conspiration des Etats arabes, l'Egypte en tête, elle cherche à tuer un mouvement révolutionnaire.

A court ou moyen terme, tout dépendra de l'évolution politique de la Cisjordanie. Si le processus engagé à Gaza se poursuit en Cisjordanie, si le mouvement islamiste finit par contrôler cette région, les impérialistes et leurs acolytes auront bien du souci à se faire.

Comité Action Palestine

Qui est Mohammad Dahlan ?

le 24/6/2007 20:32:17 (537 lectures)

Article de **Arjan El Fassed** publié dans la rubrique « Invités » du site de Michel Collon le 16 juin 2007 qui présente le parcours pour le moins contestable d'une des « têtes » de la collaboration avec Israël.

Dahlan rencontre fréquemment des membres importants de l'establishment militaire israélien, dont l'ancien ministre de la Défense et l'ancien chef d'Etat-Major, Shaul Mofaz. (Photo AP)

Certains ont traité Mohammad Dahlan d'Ahmad Chalabi palestinien, parce qu'il négociait soi-disant avec les Etats-Unis et Israel afin de prendre le contrôle de Gaza après le Plan de Désengagement en août 2005.

En avril 2002, en témoignant devant le Comité de Défense et des Affaires Etrangères de la Knesset, le ministre israélien de la Défense, Benjamin Ben-Eliezer, a déclaré qu'il avait offert le contrôle de la Bande de Gaza à Dahlan.

En échange, Dahlan, qui contrôle la force militaire la plus significative dans la Bande de Gaza, serait obligé de garantir un calme absolu le long de la frontière. [1]

Il est censé avoir élaboré le tout premier accord lors d'une réunion en janvier 1994 à Rome avec des hauts responsables de l'armée et du Shin Bet pour contenir le Hamas, et il s'est impliqué activement dans les négociations suivantes avec les Israéliens. [2]

Aujourd'hui, Dahlan est La semaine dernière, le Hamas a accusé Dahlan d'avoir projeté la tentative ddevenu la figure d'une partie du Fatah alors que la violence s'est intensifiée entre le Hamas et le Fatah. Au cours de ces dernières semaines, il a fait son retour parmi les proches du Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas.

'assassinat contre le Premier Ministre du Hamas, Ismail Haniya.

Haniya revenait d'une visite au Moyen-Orient lors de laquelle il avait collecté des financements plus que nécéssaires pour les Palestiniens sous occupation et a obtenu la promesse du gouvernement syrien de libérer tous les Palestiniens de ses prisons, quand le chaos a surgi.

La situation au passage de frontières entre l'Egypte et Gaza était tendue puisqu'elle n'avait pas été ouverte assez longtemps pour que les milliers de personnes qui attendaient des deux côtés puissent passer.

Les Israéliens ont fermé la frontière quand Haniya a d'abord tenté d'entrer avec l'argent, ce qui est interdit par le blocus économique et politique imposé par les Etats-Unis depuis que le Hamas a gagné les élections parlementaires en janvier.

Dahlan a commencé cette semaine une tournée des villes palestiniennes pour obtenir un soutien au Fatah, mais cela n'a pas été un succès spectaculaire.

Le 17 décembre, alors que Dahlan se trouvait dans le camp de réfugiés de Jénine, des hommes armés ont tiré en l'air lors du passage de son convoi, en lui hurlant dessus jusqu'à ce qu'il parte de façon précipitée.

Il a blâmé le Hamas d'avoir fomenté le meurtre de trois enfants dans la ville de Gaza et il a déclaré que le Hamas « n'avait aucun programme politique et qu'il laissait les Palestiniens dans une situation précaire depuis que ce gouvernement était arrivé au pouvoir. »

Pendant ce temps, les Etats-Unis ont intensifié leurs transferts d'armes au Fatah, via Israel. Dahlan est maintenant aux commandes de la campagne armée destinée à virer le Hamas du quartier général présidentiel à Ramallah.

Dahlan est l'un des membres fondateurs du Shabiba, l'association de jeunes du Fatah.

En 1994, Dahlan dirige les notoires forces de sécurité préventive à Gaza. Il est connu pour entretenir de bonnes relations avec le pouvoir égyptien et l'administration américaine, à travers ses liens avec la CIA.

Dahlan a mis en place une force d'au moins 20.000 hommes et a reçu l'aide des officiers de la CIA pour les former.

Jibril Rajoub, un autre homme fort du Fatah, est l'ennemi juré de Dahlan.

Dahlan et Rajoub ont été tous les deux emprisonnés par Israel pendant le premier Intifada.

Sous Oslo, ils sont devenus les chefs des services de sécurité préventive respectivement à Gaza et en Cisjordanie.

À partir de ce moment-là, ils ont été tous les deux considérés comme des pragmatistes, représentant une nouvelle génération de Palestiniens qui pourraient vivre avec Israel.

Dahlan et Rajoub ont été impliqués dans des scandales financiers et des violations des droits de l'homme.

Dahlan a collaboré avec les autorités israéliennes pour éliminer des groupes d'opposition, en particulier le Hamas, en arrêtant des milliers de ses membres.

Dahlan était au commandement quand ses forces de sécurité préventive ont arrêté de façon arbitraire des centaines de Palestiniens.

Les premières confrontations violentes entre ses forces et des manifestants ont éclaté le 18 novembre 1994.

Le chiffre d'au moins quinze morts et de centaines de blessés a soulevé des questions troublantes au sujet de ses troupes.

Tout au long des années, les forces de Dahlan ont été impliquées dans des actes de violence et d'intimidation contre des critiques, des journalistes et des membres des groupes d'opposition, principalement le Hamas, en les emprisonnant sans accusations officielles pendant des semaines ou des mois.

Un certain nombre de prisonniers sont morts dans des circonstances suspectes ou après avoir été interrogés par les forces de Dahlan. [3]

En 1996, les troupes de Dahlan ont été impliquées dans des arrestations arbitraires massives des adversaires du Fatah. Au lendemain des attaques-suicides de Février-Mars en Israel, environ 2.000 personnes ont été rassemblées, souvent arbitrairement.

La plupart de ceux qui ont été détenus n'ont jamais été accusés de délit criminel ou jugé. Ses forces ont régulièrement utilisé la torture et les mauvais traitements pendant les interrogatoires et ont mené à un certain nombre de décès.

En 2000, Dahlan a participé aux négociations de Camp David et les responsables israéliens voyaient en lui quelqu'un avec qui ils pourrait faire des affaires.

En tant que chef de l'un des principaux organismes palestiniens de sécurité, M. Dahlan a également négocié à plusieurs reprises avec les responsables israéliens pour tenter de mettre en place un cessez-le-feu depuis que le dernier Intifada a éclaté en septembre 2000.

Au début du deuxième Intifada, Dahlan a affirmé qu'il ne pouvait pas arrêter les actions des groupes de militants comme le Hamas.

En 2001 il a irrité le défunt Président palestinien Yasir Arafat en exprimant son mécontentement au sujet du manque d'une politique cohérente pendant le soulèvement actuel.

Dahlan a démissionné en juin 2002 suite à des désaccords avec Arafat sur la réforme de l'Autorité Palestinienne. Il a tenté d'obtenir un soutien pour défier Arafat dans des élections, mais il s'est arrêté, quand l'Administration Bush a exigé un changement dans la direction de l'Autorité Palestinienne en juillet de la même année.

Avant sa démission de l'Autorité Palestinienne en juin 2002, Dahlan participait fréquemment aux équipes de négociations sur les questions de sécurité.

En mars et en avril 2002, Dahlan était l'un du « Groupe des Cinq » qui dirigeait l'Autorité Palestinienne pendant le siège du quartier général d'Arafat à Ramallah. Bien qu'Arafat soit resté au pouvoir et qu'il ait appelé Dahlan en tant que conseiller à la sécurité nationale en juillet 2002, Dahlan a démissionné trois mois plus tard en se plaignant du manque d'autorité et d'organisation dans l'Autorité Palestinienne.

Contre l'avis d'Arafat, Mahmoud Abbas, alors Premier Ministre, a nommé Dahlan en tant que Ministre de l'Intérieur, mais quand Abbas a démissionné, Dahlan a été laissé à l'écart du nouveau gouvernement.

Ecarté du nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne, Dahlan a commencé à recueillir le soutien des fonctionnaires de bas niveau du Fatah et des anciens officiers des Services de Sécurité Préventive en réponse à un manque de réformes démocratiques parmi les dirigeants du Fatah.

En 2004, Dahlan était derrière les troubles qui ont duré une semaine dans Gaza suite à la nomination du neveu de Yasser Arafat, Mousa Arafat, largement accusé de corruption, comme chef des forces de police à Gaza.

Certains ont pensé que cette nomination était une initiative délibérée pour affaiblir la position de Dahlan avant le processus de désengagement dans la bande de Gaza et elle a suscité des protestations massives.

Dahlan est revenu au premier-plan de la scène politique et sécuritaire cette semaine. Il est apparu lors d'une réunion avec le secrétaire d'état américain Condoleezza Rice à Jéricho, et dans les réunions avec le Ministre des Affaires Etrangères de l'Union Européenne, Javier Solana et le Ministre des Affaires Etrangères allemand.

Il semble que, pour on ne sait quelle raison, les dirigeants mondiaux pensent que Dahlan est la bonne personne avec qui traiter.

NOTES

[1] Ha'aretz, Gideon Alon (30 Avril 2002)

[2] Middle East International, 520.

[3] Rapports annuels de la Commission Indépendante Palestinienne pour les Droits des Citoyens (PICCR) ; divers rapports d'Addameer, de PCHR et de LAW;

Secteurs autonomes palestiniens : Droits de l'homme sous l'Autorité Palestinienne, Human Rights Watch (septembre 1997) ; Rapports annuels d'Amnesty International et de Human Rights Watch (1994, 1995, 1996).

La doctrine Bush en déroute à Gaza

Le 18/6/2007 8:50:00 (738 lectures)

Article de **Ali Abunimah** publié dans The Electronic Intifada le 14 juin 2007 qui analyse la déroute des milices opposées au gouvernement du Hamas.
L'auteur montre que **Mohamed Dahlan** et ses amis ont conspiré avec Israël et les Etats-Unis pour **créer des Contras** palestiniens chargés de renverser le Hamas.
Cette déroute est aussi celle de la politique américaine dans la région qui consiste à **installer des régimes fantoches** combattant pour elle ses propres ennemis.
Cette stratégie semble avoir échoué partout : en Afghanistan, en Irak, au Liban et maintenant en Palestine.
Photo : Des membres armés du Hamas font sauter les postes de commandement et les bureaux des services de renseignements de la Sécurité préventive dans la bande de Gaza, 14 juin 2007 (Hatem Omar/MaanImages).

La **défaite spectaculaire** des milices palestiniennes soutenues par les USA et les Israéliens à Gaza, battues par les forces fidèles au Hamas, représente un échec majeur de la doctrine Bush en Palestine.

Contexte

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes dans les territoires occupés, en janvier 2006, des **éléments de la direction du Fatah** , longtemps dominant – dont le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et ses conseillers -, **ont conspiré avec Israël, les Etats-Unis** et les services de renseignements de plusieurs Etats arabes pour renverser et affaiblir le Hamas.
Ce soutien s'est matérialisé notamment par l'acheminement d'armes et de dizaines de millions de dollars pour des milices qui n'avaient aucune raison d'être, surtout la « Force préventive de sécurité » dirigée par le seigneur de la guerre de Gaza, **Dahlan** , un proche allié d'Israël et des Etats-Unis, et la « Garde présidentielle » attachée à Abbas.
Elliott Abrams, conseiller national adjoint de sécurité US – auteur de détournements d'argent au profit des Contras du Nicaragua dans les années 80 et condamné pour mensonges devant le Congrès dans le scandale Iran-Contra – a été à la tête des efforts pour rendre opérationnels ces Contras palestiniens. Abrams est aussi bien connu pour avoir participé à couvrir les massacres et les atrocités perpétrées contre des civils au Salvador par les milices et les escadrons de la mort soutenus par les Etats-Unis.

Deux révélations récentes soulignent l'ampleur de la conspiration

Le 7 juin, Ha'aretz indique que « *des officiels de haut rang du Fatah de la bande de Gaza avaient demandé à Israël de les autoriser à recevoir d'importantes livraisons d'armes et de munitions de pays arabes, notamment d'Egypte.* » D'après le quotidien israélien, le Fatah a demandé à Israël « *des véhicules blindés, des centaines de roquettes RPG antichar (grenades propulsées par roquette – ndt), des milliers de grenades à main et des millions de cartouches pour armes de petits calibres* », le tout destiné à être utilisé contre le Hamas. Depuis l'instant de sa victoire électorale, le Hamas a agi avec pragmatisme et avec l'intention de s'intégrer dans la structure politique existante. Il a observé pendant plus d'un an un cessez-le-feu unilatéral avec Israël et il a arrêté les attentats suicide contre des civils israéliens qui l'avaient tant mis sur la sellette.
Dans une note confidentielle dévoilée, rédigée en mai et publiée par The Guardian cette semaine, l'envoyé spécial des Nations unies, Alvaro de Soto, confirme que c'est sous la pression des Etats-Unis qu'Abbas a refusé la proposition initiale du Hamas pour former un « gouvernement d'union nationale ». De Soto expose que les conseillers d'Abbas ont activement facilité et encouragé à la rupture des aides d'Israël/US/UE et à ce siège des Palestiniens occupés qui a conduit à un accroissement massif de la pauvreté pour des millions de personne. Ces conseillers se sont engagés avec les Etats-Unis dans une « *conspiration* » visant à « *provoquer la fin prématurée du gouvernement (de l'Autorité palestinienne) dirigé par le Hamas* », écrit de Soto.
En dépit d'une opération sanglante tentée contre le Hamas par les forces de Dahlan, en décembre et janvier, le Hamas a maintenu son accord pour former un « gouvernement d'union nationale » avec le Fatah avec, comme médiateur, l'Arabie saoudite, au sommet de La Mecque. Les conseillers de Dahlan et d'Abbas étaient déterminés à le saboter, continuant à rassembler des armes et refusant de placer leurs milices sous le contrôle d'un ministre de l'Intérieur indépendant lequel, découragé, va démissionner par la suite.

Un revers pour les Etats-Unis et Israël

Le centre de la stratégie de l'Amérique en Asie du Sud-ouest et en Asie centrale, particulièrement en Afghanistan, en Iraq, en Palestine et au Liban, est l'installation de régimes fantoches qui combattent pour elle ses propres ennemis. Cette stratégie semble avoir échoué partout. Les Talibans renaissent en Afghanistan. En dépit de leur « relance », les USA ne sont pas prêts de mettre à bas la résistance en Iraq et ne peuvent même pas faire confiance à l'armée iraquienne qu'ils ont mise en place. L'armée libanaise – les Américains espéraient en la soutenant qu'elle ferait contrepoids au Hezbollah – n'a que de pauvres résultats contre les quelques centaines de combattants étrangers terrés dans le camp de réfugiés de Nahr al-Bared (mais elle a causé la mort et l'anéantissement de nombreux réfugiés palestiniens innocents). Maintenant, dans Gaza, le dernier revers.
La politique israélienne est une version locale de la stratégie US, elle a été tentée aussi et elle a échoué. Pendant plus de deux décennies au Liban, Israël a compté sur une milice qu'il mandatait, l'armée sud libanaise, pour l'aider à renforcer son occupation sur le sud du Liban. En 2000, alors que les forces israéliennes se retiraient en hâte, cette milice s'est effondrée aussi vite que les forces de Dahlan aujourd'hui, et beaucoup de ses membres se sont enfuis en Israël. Et le Hamas maintenant évoque la déroute des forces de Dahlan comme « une seconde libération de Gaza ».
Un élément constant de la stratégie israélienne a été d'essayer de faire échec à la résistance palestinienne en mettant en place des directions composées de collaborateurs. Dans les années 70, Israël voyait toujours en l'OLP la seule résistance. Alors, il a monté des « ligues de village », collaborationnistes, en Cisjordanie, comme une alternative à la résistance. En 1976, il a autorisé les élections municipales en Cisjordanie pour donner à ces directions de remplacement une certaine légitimité. Mais quand les candidats présentés par l'OLP ont emporté les conseils, Israël a alors commencé à assassiner les maires OLP à la voiture piégée ou à les obliger à l'exil. Une fois certains dirigeants de l'OLP en exil, tout particulièrement Yasser Arafat, devenus des sous-traitants consentants de l'occupation (un arrangement formalisé par les accords d'Oslo), une nouvelle force de résistance a alors émergé sous la forme du Hamas. Les efforts israéliens pour soutenir Dahlan et Abbas, le successeur d'Arafat, comme alternatives collaborationnistes, ont obtenu de façon spectaculaire l'effet inverse.
A la suite de l'effondrement du Fatah à Gaza, Ha'aretz a écrit que le Premier ministre, Ehud Olmert, allait conseiller au président Bush que Gaza soit coupée de la Cisjordanie. On peut voir cela comme une tentative d'aider Abbas dont la survie est considérée par Israël comme essentielle pour continuer à laisser croire qu'il ne régente pas directement les millions de Palestiniens privés de leurs droits civiques. Un effondrement total de l'Autorité palestinienne exposerait Israël au respect de son obligation légale, en tant que puissance occupante, d'assurer le bien-être des Palestiniens sous sa domination.

Et maintenant, quid des Palestiniens sous occupation ?

Abbas a déclaré l' « état d'urgence » et a limogé Ismail Haniyeh, Premier ministre Hamas, en même temps que le « gouvernement d'union nationale ». L' « état d'urgence » est purement rhétorique. L'autorité qu'Abbas a pu avoir sur Gaza a disparu et Israël assure son entier contrôle sur la Cisjordanie de toute façon.
Haniyeh, dans un discours de ce soir retransmis en direct sur Al-Jazeera , a repoussé les réactions « précipitées » d'Abbas et allégué qu'elles faisaient suite à des pressions venant de l'étranger. Il y évoque 16 points, et notamment que « le gouvernement d'union » émane de la volonté de 96% des Palestiniens occupés exprimée librement dans les urnes. Il réaffirme que son mouvement reste engagé pour la démocratie et pour le système politique existant, que le Hamas n'imposera aucun changement sur la façon de vivre du peuple. Haniyeh déclare que le gouvernement continuera de remplir sa mission, restaurera l'ordre public ; il réaffirme l'engagement du Hamas à l'union nationale et à l'accord de La Mecque. Il appelle tous les membres du Hamas à respecter une amnistie générale garantissant à tout combattant arrêté qu'il sera bien traité (ceci à la suite de déclarations de médias sur une poignée d'exécutions sommaires de combattants du Fatah). Il souligne également que le Hamas ne veut pas combattre le Fatah dans son ensemble, mais seulement ses éléments qui collaborent activement – une allusion nette à Dahlan et aux autres conseillers d'Abbas. Il présente la prise de contrôle par le Hamas comme l'ultime recours à la vague d'anarchie croissante et aux tentatives des collaborateurs, énumérant nombre de crimes présumés qui ont finalement poussé le Hamas à bout. Haniyeh souligne l'unité de Gaza et de la Cisjordanie en tant que « parties indissociables de la nation palestinienne », et il réitère son appel à la libération immédiate du correspondant de la BBC, Alan Johnston.
Le contraste entre l'action d'Abbas et la réponse du Hamas est frappant. Abbas, peut-être poussé par le même clan de conseillers, semble vouloir faire monter la confrontation, alors qu'il n'a aucune raison de penser pouvoir gagner. Le Hamas, qui tient bon et est en position de force, parle un langage de conciliation, soulignant encore et encore que le Hamas n'a de problème qu'avec seulement un petit groupe du Fatah, pas avec sa base. Abbas, Dahlan et leurs alliés doivent réfléchir à la situation calmement. Ils peuvent se laisser tenter de s'en prendre au Hamas en Cisjordanie, mais l'ampleur de leur défaite à Gaza devrait les amener à marquer une pause.
Les deux directions sont coincées. Abbas semble dépendre entièrement du soutien étranger, et notamment israélien, et incapable de prendre des décisions sans une bande de corrompus et d'égoïstes. Le Hamas, quelles que soient ses intentions, est susceptible de se retrouver sous un blocus encore plus dur dans Gaza.
Abbas, soutenu par Israël et les Etats-Unis, demande une force multinationale à Gaza. Le Hamas le refuse invoquant qu'elle serait considérée comme une « force d'occupation ». Effectivement, il a raison de se méfier : depuis des décennies, Israël et les USA bloquent toute les demandes pour une force internationale de protection du peuple palestinien. Le Hamas craint que cette force multinationale ne soit pas là pour protéger les Palestiniens de leur occupant israélien, mais qu'elle soit mandatée pour protéger les intérêts d'Israël que les forces de Dahlan ne sont plus capables de défendre et pour contrer la résistance – à l'instar de la force multinationale au Liban depuis la guerre de juillet 2006.
Des dirigeants sages en Israël et aux Etats-Unis admettraient que le Hamas n'est pas un phénomène de passage et qu'ils n'ont pas les moyens de mettre en place des chefs fantoches capables de rivaliser avec le mouvement de résistance populaire. Mais ils ne manifestent aucune sagesse : les USA demandent aujourd'hui à Israël de « lâcher du mou » en Cisjordanie pour donner une poussée à Abbas. Bien que la doctrine de Bush en ait pris un coup, le peuple palestinien n'a cependant remporté aucune grande victoire.
Le jeu sordide à leurs dépens se poursuit.

Ali Abunimah

Ali Abunimah est cofondateur de la publication en ligne The Electronic Intifada et auteur de « *Un Pays : une proposition audacieuse pour sortir de l'impasse israélo-palestinienne* ».
Traduction : MR pour l'ISM .

Engagez-vous avec le Hamas ! Nous avons mérité notre soutien

le 24/6/2007 20:30:00 (774 lectures)

Article de **Ahmed Youssef,** conseiller politique de Ismaïl Haniyeh, paru le **20 juin 2006** dans Maan News Agency et dans le Washington Post .

L'auteur conteste la destitution du premier ministre Haniyeh par Mahmoud Abbas et appelle les palestiniens à se réunir autour de leurs **revendications communes** : la fin de l'occupation, la libération des prisonniers politiques, le droit au retour pour tous les Palestiniens, et la liberté d'être une nation égale aux autres nations, vivant en sécurité et en paix dans ses propres frontières.

Cet article a suscité de **vives réactions aux Etats-Unis** : le Washington Post s'est vu reproché d'offrir une tribune aux « djihadistes ». Dans American Thinker , Jay Robison en vient même aux imprécations puisqu'il conclue son article par un pathétique « *Shame on you Washington Post* « .

Cette publication dans le Washington Post révèle aussi la position d'une partie des politiques américains représentés récemment par **Jimmy Carter** : celui-ci, dans une conférence prononcée en Irlande et reprise dans le International Herald Tribune le 19 juin dernier, a exhorté l'Europe, les Etats-Unis et Israël à arrêter de favoriser systématiquement le Fatah au détriment du Hamas.

L'autorité nationale palestinienne a apparemment rejoint la liste des gouvernements élus qui depuis le siècle dernier est ciblé par l'interventionnisme : les nations qui ont le courage de prendre la rhétorique américaine au mot et d'élire qui elles veulent.

Sans doute certains persistent à croire à Washington à la fiction que les Etats-Unis suivent une feuille de route pour établir la démocratie en Palestine, tout comme d'autres croient que la guerre en Irak a été un exercice sincère de construction d'une nation.

Mais les stratèges néo-conservateurs ont fait une erreur de calcul et le Hamas est plus fort que jamais. Pour la première fois depuis des mois, la sécurité règne à Gaza. Ce peut être seulement un calme momentané puisque qu'Israël prépare une tentative pour ré-envahir certaines parties de Gaza. Cependant aucune force sauvage ou subterfuge américain n'arrive à exterminer les aspirations des Palestiniens à l'auto-gouvernance, libre de toute interférence étrangère.

Les actions du Hamas pour sécuriser Gaza contre les récents actes de violence horribles de contras palestiniens ont été des actes d'auto-défense. L'assassinat de responsables et de militants du Hamas, les tentatives d'assassinats du premier ministre, les enlèvements et les bombardements par certains groupes para-militaires liés au président Mahmoud Abbas devaient cesser.

L'autorité palestinienne a un droit légal clair, et de ce fait une obligation d'empêcher cette violence, par la force si nécessaire et de protéger le peuple palestinien. Ce n'est pas le Hamas qui a rendu le gouvernement hors-la-loi. Depuis quand, un parti élu à la majorité, destitue le gouvernement issu de ces élections ?

Le succès du *Pparti du Changement et de la Réforme* (Campagne du groupe Hamas) n'est ni une chimère, ni quelque chose d'éphémère à la frange de l'électorat. C'est plutôt le résultat de quatre décennies de travail intense au sein de la société palestinienne. Il reflète la confiance du peuple.

Ceux qui collaborent avec l'occupant pour annuler le processus électoral ne vont pas réussir. L'état d'urgence déclaré par Abbas et ses alliés américains et israéliens ne va pas prévaloir à Gaza ou épancher la soif de liberté politique en Cisjordanie.

Certains critiques ont brandi l'étendard d'Al Qaida et dit que le gouvernement Hamas et son parlement sont les émissaires des Jihadistes salafistes. Je les mets au défi de démontrer qu'à une seule occasion les structures militaires du Hamas ont combattu contre une force quelconque en dehors du théâtre de l'occupation [*israélienne ndlt*]. Le combat a toujours été contre les projets israéliens de conquête et d'épuration ethnique.

Le Hamas est un mouvement de libération palestinien, national et musulman. Oui, mais dans l'océan de toutes les professions de foi pour la patrie, quel péché y-a-t-il à préférer son propre credo ? De la même manière, ceux qui remettent en cause le droit à la résistance contre l'occupation en le qualifiant uniquement de soutien à l'Iran, à la Syrie ou au Hezbollah, ignorent l'Histoire.

Les Palestiniens qui souffrent depuis longtemps ont toujours accepté avec reconnaissance, l'assistance de leurs voisins de près ou de loin, Arabes ou des pays occidentaux, musulmans ou pas. Décrier la générosité de ceux qui sympathisent avec les Palestiniens est une parfaite hypocrisie si l'on considère les milliards de dollars d'aide américaine à Israël, argent qui a seulement servi à acheter de la tragédie.

Les Palestiniens veulent, à leur tour, les mêmes choses que les sociétés occidentales veulent : l'autodétermination, la modernité, l'accès au marché et leur propre puissance économique, et la liberté d'agir pour la société civile. Ceux qui mettent en garde contre « un état en faillite » et « Hamastan » en le caractérisant de terreau pour le terrorisme oublient que les véritables responsables de la faillite sont au pied de l'administration américaine qui a choisi d'isoler, plutôt que de traiter avec le gouvernement élu.

L'administration Bush n'a jamais eu l'intention de reconnaître les résultats des élections transparentes qui ont eu lieu dans les territoires occupés [*Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est, ndlt*]. L'embargo, mis en place pour punir les électeurs de leur choix a été la première étape pour écraser les nouvelles institutions démocratiques. La seconde a été de trouver des collaborateurs pour mettre en place le projet américain et leur fournir des conseillers, des fonds et des armes pour leur campagne de déstabilisation.

L'étape finale va être d'isoler Gaza de toute proposition d'Etat palestinien et d'en faire de facto une prison pour tous les aspects « indésirables » du nationalisme palestinien. Cela atteindra son paroxysme par des provocations destinées à déclancher une réponse militaire d'Israël qui justifiera ainsi une guerre à Gaza. Cela sera tragique pour toutes les parties concernées, et la communauté internationale, spécialement la Ligue Arabe, ne doit pas permettre que cela soit possible.

Qu'est ce qui peut être sauvé du naufrage du système multipartite ? Ceux qui ont dissout le gouvernement et rejoint les occupants sont maintenant soutenus à bout de bras par les administrations de Bush et d'Olmert qui ont finalement restitué les taxes et pris d'autres mesures pour asseoir la légitimité du gouvernement de Abbas et proclamer un avenir pour une Palestine débarrassée de Gaza « *la fauteuse de troubles* ».

Mais il reste que le Hamas partage un monde avec le Fatah et les autres parties, et que tous partagent les mêmes objectifs : la fin de l'occupation, la libération des prisonniers politiques, le droit au retour pour tous les Palestiniens, et la liberté d'être une nation égale aux autres nations, vivant en sécurité et en paix dans ses propres frontières.

Depuis plus de soixante ans, les Palestiniens ont résisté contre les murs et les checkpoints qui devaient les diviser. Maintenant ils doivent résister contre les incitations mortelles à se battre les uns contre les autres, et ils doivent reconstruire un front uni contre l'occupation. Nous mettons en demeure l'administration Bush de ne pas répéter ses erreurs qui sont devenues la marque de ses interventions au Moyen Orient. Permettre au peuple palestinien de dessiner son propre chemin, libre de l'influence de ceux qui n'ont comme seul objectif de maintenir le status-quo. Toute autre alternative est inacceptable.

Ahmed Youssef

Aujourd'hui, comme en 1967, Israël poursuit sa guerre coloniale au Proche-Orient

le 10/6/2007 19:40:00 (*6697 lectures*)

Le **9 juin 1967**, l'Etat colonial d'Israël occupe la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est, le Golan syrien et le Sinaï égyptien.

Ceci n'est qu'une étape du projet sioniste de Grand Israël, conduit depuis près d'un siècle, avec le soutien inconditionnel des puissances occidentales.

Le Proche Orient depuis un siècle, c'est la loi du plus fort et l'application de la vieille recette coloniale : diviser pour mieux régner.

Aujourd'hui des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dire qu'il est impossible de créer un Etat palestinien viable et continu dans les territoires occupés en 1967.

La **décolonisation de toute la Palestine**, c'est-à-dire la disparition du système colonial israélien, est la condition primordiale pour qu'apparaisse enfin l'espoir d'une paix dans cette région.

Le **9 juin 1967,** l'Etat colonial d'Israël occupe la bande de Gaza, la Cisjordanie Jérusalem-Est, le Golan syrien et le Sinaï égyptien.

Contrairement au discours dominant, **la colonisation de la**

Palestine par les Juifs ne commence pas à cette date . Elle débute à la fin du 19è siècle et prend un tournant décisif en 1948 avec la création de l'Etat d'Israël dont les conséquences sont terribles : la Palestine est rayée de la carte et une grande partie du peuple palestinien est contrainte à l'exil lors d'une vaste opération d'épuration ethnique.

Plus de 500 villages sont détruits et près de 800 000 Palestiniens se réfugient dans les pays arabes limitrophes. C'est **la Nakba** , la catastrophe pour les Palestiniens. L'occupation en 1967 de ce qui restait de la Palestine produit les mêmes effets qu'en 1948 : des milliers de Palestiniens sont contraints à la fuite et à l'installation dans des camps de réfugiés.

Avec ce nouvel épisode le projet sioniste du « Grand Israël » commence à prendre corps. Le nouvel enjeu pour les dirigeants israéliens est dès lors de détruire l'identité nationale palestinienne et d'empêcher la réalisation du**Droit au Retour** des Palestiniens.

L'Histoire du Proche Orient sous domination israélienne c'est celle de la loi du plus fort

Alors que les puissances occidentales ont toujours invoqué le respect de la « légalité internationale » et des « droits de l'homme », elles n'ont eu de cesse, dans les faits, de piétiner cette « légalité internationale » et ces « droits de l'homme ». En 1947, ce sont les puissances contrôlant l'ONU qui décident, unilatéralement et en faisant fi de toute consultation du peuple palestinien et de ses droits, de la création de l'Etat colonial d'Israël.

Soixante ans plus tard, l'ONU encore, sous contrôle américain, vote la résolution 1757 instaurant un tribunal international chargé de juger les assassins du premier ministre libanais Rafic Hariri. Cette politique des « droits de l'homme », hypocrite et à géométrie variable, s'est vérifiée au cours de

l’été 2006, lorsque l’Etat sioniste a sauvagement agressé le Liban et fait plus d’un millier de morts parmi les civils.

Ces actes ne constituent-ils pas des crimes de guerre au regard de la législation internationale ? Ils ne sont pourtant condamnés par aucune résolution. Bien au contraire cette guerre a été justifiée au nom de la sécurité d’Israël. C’est ainsi que d’autres crimes contre l’Humanité en Palestine et ailleurs ont été justifiés. Au nom de la sécurité des Etats-Unis, l’Etat américain envahit à nouveau l’Irak en 2003. Cette guerre a fait près d’un million de morts dans la population irakienne, dans une quasi-indifférence. L’indignation est bien sélective lorsqu’on sait qu’un mort israélien fait la une de tous les journaux.

Les puissances occidentales soufflent sur les braises de la guerre civile au Liban.

Depuis 1948, l’Histoire continue, impitoyable, pour les réfugiés palestiniens dont tous les droits sont niés. Impitoyable car en 1976, le camp de Tal el-Zatar a subi un nettoyage ethnique par les forces des Phalanges chrétiennes ; les autres camps ont été partiellement ou totalement détruits par les attaques israéliennes et des milices libanaises pro-sionistes au cours de la guerre civile. En septembre 1982, les Phalanges chrétiennes sous protection de l’armée israélienne massacrent environ 2000 Palestiniens et Libanais dans les camps de Sabra et Chatila.

Aujourd’hui, après plusieurs échecs occidentalo-israéliens de déstabilisation du Liban et notamment l’échec de la guerre menée par l’Etat colonial d’Israël en juillet 2006, les sionistes et leurs alliés libanais installés au gouvernement mettent en œuvre un nouveau plan.

Depuis une quinzaine de jours, l’armée libanaise, que les Etats-Unis fournissent en armes lourdes, assiège et pilonne le camp palestinien de Nahr El Bared. **Le nouveau plan consiste**

tout simplement à rallumer la mèche de la guerre civile au Liban , les assassinats de personnalités politiques ou intellectuelles ayant échoué à embraser ce pays.

Israël a tout à gagner de cette déstabilisation qui éloignerait entre autre la perspective de l'application du Droit au retour pour les Palestiniens. Plus largement, la stratégie est de **créer une domination israélienne et occidentale sur toute la région en démembrant tous les pays du Moyen-Orient** .

En Palestine comme au Liban, l'application de la vieille recette coloniale : diviser pour mieux régner.

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives du 25 janvier 2006, les puissances occidentales ont mis en place un boycott politique et économique contre le peuple palestinien pour le punir d'avoir donné la majorité à ce parti. Le Boycott est aussi une arme pour attiser les conflits entre le Fatah, parti qui a perdu les élections, et le Hamas.

L'objectif est de créer une guerre civile inter-palestinienne ; ce à quoi s'activent les Etats-Unis en livrant des armes aux services de sécurités sous les ordres de M. Dahlan et M. Abbas, président de l'Autorité palestinienne. Encore une fois, les Occidentaux ont montré qu'ils sont experts dans l'art de piétiner les idéaux démocratiques qu'ils affichent.

Conformément à sa nature guerrière et coloniale et pour faire oublier les dissensions, la corruption et les conflits politiques en son sein, l'Etat sioniste a lancé depuis la mi-mai une **nouvelle offensive militaire sur la Bande de Gaza** . Les assassinats, les enlèvements et les menaces sur les dirigeants palestiniens se sont multipliés.

Aujourd'hui **deux rapports** , l'un **d'Amnesty International** et l'autre de **l'ONU** mettent en évidence qu'il est impossible de créer un Etat palestinien viable et continu dans les

territoires occupés en 1967.

La raison est simple : Israël a démembré ces territoires notamment en les fractionnant en bantoustans (450 000 colons juifs ont fait main basse sur les terres palestiniennes), en interdisant l'accès aux Palestiniens à plus de la moitié de la Cisjordanie, en pratiquant une politique de judaïsation des villes palestiniennes qui consiste à exproprier les Palestiniens et installer des juifs, en érigeant le mur raciste de séparation, etc.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui il faut soutenir le peuple palestinien dans sa **revendication d'un Etat palestinien sur toute la Palestine historique,** un Etat pour tous qui mettra fin à l'injustice subie par le peuple palestinien, un Etat reconnaissant l'égalité entre tous ses citoyens.

La **décolonisation de toute la Palestine,** c'est-à-dire la disparition du système colonial israélien, est la **condition**primordiale pour qu'apparaisse enfin l'espoir **d'une paix** dans cette région.

Comité Action Palestine

Apartheid et Agrexco dans la Vallée du Jourdain

le 14/5/2007 8:10:00 (1425 lectures)

Article de Lena Green paru dans **The Electronic Intifada** le 4 September 2005 et traduit par N. Ollat pour le CAP.

L'auteur est réalisatrice de films et volontaire à l'International Solidarity Movement (**ISM**) en Cisjordanie. Elle a réalisé un film au sujet de l'impact des colonies israéliennes de la Vallée du Jourdain sur les villageois palestiniens.

AGREXCO , créée en 1957, est aujourd'hui l'un des plus gros groupes d'exportation de produits agricoles dans le monde. AGREXCO est une société gérée par le ministère de l'agriculture israélien et des entreprises agricoles à raison de 50% chacun. Ils commercialisent leurs produits sous la marque **CARMEL** .

En Israël et en Palestine occupée, la couleur orange est le symbole de l'opposition au « désengagement de Gaza ». Elle peut être observée sur des banderoles, des T-shirts, du matériel de propagande, sur les manifestants prenant d'assaut la Vieille Ville de Jérusalem, ou sur les jeunes gens faisant signer des pétitions aux stations de bus en Israël. Des rubans orange sont pendus aux carrefours des routes ou attachés aux voitures qui circulent sur l'autoroute des colons en Cisjordanie.

C'est pourquoi ce fut surprenant d'entendre que l'un de ces rubans orange avait été observé sur un tracteur appartenant à un Bédouin palestinien vivant dans un village de la vallée du Jourdain. Interrogé, l'homme a répondu : « Si ils sont expulsés de Gaza, ils vont venir ici. Ils sont dangereux. Nous n'en voulons pas chez nous ».

Le 25 juin 2005, un porte-parole israélien a annoncé un plan destiné à augmenter le nombre de colons dans la Vallée du Jourdain de 50% en une année. Le coût des nouvelles unités de logement sera de 13.5 millions de $US au cours de la première année, et augmentera à 32.5 millions de $US l'année suivante. Le plan a comme objectif principal le développement de l'agriculture et du tourisme dans la Vallée, avec des subventions pouvant atteindre 22 millions de $US pour le développement agricole. Des incitations économiques et des avantages supplémentaires seront offerts pour encourager les émigrants potentiels, particulièrement les jeunes couples.

Le plan a déjà commencé à se mettre en place sur le terrain. Il se matérialise par les arceaux des nouvelles serres qui brillent dans la chaleur d'août. De grandes surfaces de terrain ont été subitement entourées de barrières et déclarées « Zones Militaires » : la phase initiale du processus de colonisation. Et une nouvelle vague d'expulsion a débuté.

Les 6 ou 7000 colons de la Vallée vivent dans 36 colonies différentes qui contrôlent chacune de grandes surfaces de terres. Elles sont soumises à la loi civique israélienne alors que les Palestiniens sont soumis à la loi militaire israélienne. Israël contrôle 95% des terres dans la Vallée du Jourdain.

La plupart des 50 000 Palestiniens de la Vallée vivent dans un état de pauvreté absolue. Depuis le début de l'occupation en 1967, leurs droits les plus basiques ont été niés, particulièrement le droit d'accès à l'eau et à un logement. 13 villages palestiniens ont été déclarés légaux par Israël en 1967. On les remarque facilement par le fait qu'ils sont les seules localités palestiniennes de la région dont les maisons sont construites avec autre chose que du plastique, du bois et quelques feuilles de tôle ondulée. En dehors de ces localités, les maisons en dur sont invariablement détruites.

J'ai été invitée par une famille bédouine à partager un verre de thé dans leur « maison » à Fayasil, maison qui est faite de bois et de plastique. Le village est à moitié légal et à moitié illégal; un rapide coup d'œil permet de déterminer quelle partie du village est ou n'est pas légale. Alors que nous parlions, la Grand-Mère de la famille agitait un morceau de papier entre ses doigts. C'était l'ordre militaire de démolition pour sa maison, ordre publié environ un mois plus tôt. Apparemment aucune demeure n'est trop humble pour faire face à la puissance des bulldozers et des tanks de l'armée, et la famille attendait qu'ils arrivent. Ce n'était pas la première fois qu'ils étaient expulsés : en 1948, ils ont été réfugiés à la création de l'Etat d'Israël. L'an dernier ils ont été expulsés de l'endroit où ils se trouvaient, environ 3 km plus loin, pour laisser la place à de nouveaux colons. Quand j'ai demandé ce qu'il allait se passer si leur maison était démolie, la femme a répondu que le Croissant Rouge leur apporterait des tentes pour se loger. « Où allez vous les mettre? » ai-je demandé. « Ici, nous n'avons aucun autre endroit où aller ».

Les forces d'occupation israéliennes ont démolies 11 maisons à Jiftlik le 22 juin dernier. A côté d'un des bâtiments en dur qui reste, il y a un abri fait de plastique. Les hommes qui ont construit la maison en dur vivent dans l'abri en plastique à côté. Ils ne veulent pas déménager et mettre leurs affaires dans la maison en dur, par crainte qu'elle soit démolie sous peu. Ils sont partis de la maison familiale il y a peu de temps quand l'un de leurs frères s'est marié. L'abri est composé de 2 pièces, les murs sont composés d'argile et de bois et 10 personnes y vivent.

Quand les familles s'agrandissent, elles ont besoin de plus d'espace, mais l'espace nécessaire à la croissance naturelle de la population palestinienne dans la Vallée du Jourdain leur est toujours refusé.

La route 90, qui longe la vallée parallèlement au Jourdain, traverse de grandes plantations de palmiers, de vignes, de bananes, ainsi que des serres pleines de plantes et de légumes pour l'exportation. Une telle agro-industrie nécessite d'énormes quantités d'eau, qui est fournie par des forages de 400 à 500 m de profond. Ils sont situés dans des châteaux d'eau érigés au sommet des collines situées au pied des montagnes qui séparent la Vallée du Jourdain du reste de la Cisjordanie. Sous ces tours, il n'est pas rare de voir des communautés palestiniennes vivant dans leurs maisons de fortune. Ils n'ont pas d'accès à l'eau qui est située au dessus de leurs têtes, et ils doivent faire le chemin avec des petits tracteurs vers les puits les plus proches autorisés, souvent distants de plus de 20 km. Les 3 m3 d'eau qu'ils peuvent stocker dans leurs réservoirs portables ne durent que quelques jours et l'eau devient rapidement très chaude sous le soleil implacable.

A côté de Jiftlick, nous avons vu une jeune femme avec un âne gravissant lentement la colline jusqu'au château d'eau situé au dessus de sa maison. Elle allait « voler » un peu d'eau, quelques litres peut-être. Il était midi, et la chaleur écrasante réduisait l'éventualité de la présence d'un garde en service près du réservoir.

Je n'avais jamais imaginé que des réservoirs à eau pouvaient sembler aussi menaçants.

162 puits artésiens dans la Vallée du Jourdain, établis par les Jordaniens, pendant qu'ils contrôlaient la Cisjordanie, ne sont plus en service. Ils ont été soit détruits, soit asséchés parce que les puits plus profonds des colons se trouvaient à proximité. Zubeidat est un village de 1600 personnes sur une surface d'environ 3 ha. L'eau de leur puits est devenue salée et polluée en 1984, à cause des colonies voisines. L'an dernier, ils ont finalement reçu l'autorisation de construire un nouveau puits. Depuis 1984, les familles devaient ramener l'eau de Jéricho, à une distance de 25 km, ou la « voler » aux colonies. En 2004, 5 personnes de la Vallée ont été poursuivies pour avoir voler de l'eau. Toutes les plantations israéliennes sont entourées de barrière électrique pour empêcher les intrusions.

Zubeidat utilise toujours le vieux puits pour l'irrigation de sa terre agricole, en dépit de la mauvaise qualité de l'eau. A Jiftlik, j'ai vu (et senti) une ferme qui irriguait avec des eaux usées (eau grise) de Naplouse et d'une des colonies voisines, Elon More.

La source d'eau la plus évidente dans la Vallée est le Jourdain, mais il est impossible de l'atteindre à cause de la barrière électrique qui s'étend de la ligne verte au Nord, jusqu'à Jéricho au Sud. Cette barrière annexe 500 km2 de terres, utilisées dans le passé par les Palestiniens pour l'agriculture. De manière étonnante cette barrière n'est pas indiquée par les cartes produites par les Nations Unies.

La population palestinienne de la Vallée n'a guère le choix, mais essaye de survivre en cultivant la terre. J'ai passé quelques heures surréalistes, assommée par la chaleur dans une maison de bois et de plastique, en écoutant un agriculteur me raconter qu'à la fin des années 80, une société d'exportation avait pris en charge une grande quantité de produits agricoles aux Palestiniens, puis avait déclaré que le bateau avait coulé sur le chemin de l'Europe. Les agriculteurs n'ont bien sur pas été payés, mais en plus la société leur fait actuellement rembourser les conteneurs dans lesquels les produits étaient stockés et les étiquettes qui indiquaient leur provenance : Israël. Il n'était très difficile de croire ce que j'étais en train d'entendre. Combien d'agriculteurs ont été touchés ? La Vallée entière.

Carmel est un nom qui peut être familier aux consommateurs Européens et Américains : leurs fruits frais et leurs légumes se trouvent souvent dans les supermarchés. Peut-être que les personnes qui font attention au fret international savent que Agrexco a aussi ses propres bateaux, équipés de manière révolutionnaire pour la réfrigération des produits selon le label « Carmel Ecofresh ».

photo : Une station d'emballage de Carmel dans la colonie de Tomer

Agrexco appartient à 50% à l'Etat israélien, et tous les produits exportés de la Vallée sont emballés et vendus par leur soin. Les agriculteurs palestiniens n'ont plus jamais essayé d'exporter parce que les contrats qu'ils avaient passés avec la société se sont tous soldés de manière catastrophique. De même, ils ne peuvent pas vendre leurs produits sur le marché palestinien, parce qu'il est presque impossible de sortir de la Vallée du Jourdain à cause des check-points. Des récoltes entières de légumes ont été laissées à pourrir sur le sol ou utilisées pour nourrir les moutons et les chèvres.

Les agriculteurs n'ont pas eu le loisir de demander des réparations légales pour le problème du bateau coulé ou dans d'autres cas où Agrexco a agi de manière illégale dans la vallée. Cependant la compagnie va comparaître devant un cours britannique la semaine prochaine, et bien qu'elle ne soit pas convoquée en tant qu'accusée, elle va devoir défendre ses activités.

En novembre 2004, un groupe de militants britanniques a bloqué le principal centre de distribution de la compagnie dans le Middlesex (RU), et empêché des dizaines de milliers de kg de biens alimentaires d'atteindre les linéaires des supermarchés et par conséquent les cuisines britanniques. 7 personnes sont accusées de violation de propriété privée aggravée et d'entrave à des activités légales. Elles vont plaider que les activités de la société Agrexco sont illégales, étant complices de crimes d'apartheid, crimes de guerre et crimes contre l'Humanité. Ces accusations s'ajoutent au fait que les biens exportés par Agrexco à partir des colonies de Cisjordanie sont illégalement vendus sous l'étiquette « Produits d'Israël », et qu'ils bénéficient donc de termes commerciaux préférentiels que l'Europe réserve à Israël.

L'écart entre la vie luxueuse dans les colonies et le dénuement le plus complet dans les communautés palestiniennes de la Vallée du Jourdain est loin d'être accidentel : tout est planifié et mis en œuvre méticuleusement. Il s'agit d'un apartheid flagrant et brutal. Mais bien qu'il soit toujours possible de dire que ce système de ségrégation est basé sur la religion (personne ne peut dire que les citoyens d'Israël et de ses colonies font partie d'un seul groupe ethnique ou racial), je crois qu'il faut écarter le cadre d'analyse qui présente le conflit Israëlo-Palestinien comme un conflit des Juifs contre les Musulmans, ou de l'Islam contre l'Occident. Au contraire, il faut le considérer comme faisant partie de la domination globale des forces capitalistes et de leurs combattants, les compagnies multinationales. Les populations autochtones dont la survie dépend principalement de l'exploitation des ressources de leur environnement direct, sont menacés dans le monde entier.

Le coût d'un carton de tomates de la marque Carmel, de dates, de fleurs et de raisins est inimaginablement élevé. Ce coût ne se mesure pas par la somme d'argent payée à la caisse du supermarché au Royaume-Uni, mais par la souffrance du peuple palestinien. Il est grand temps que les consommateurs européens reconnaissent qu'ils sont complices d'une telle souffrance. La comparution de 7 personnes devant le tribunal des Magistrats d'Uxbridge, va mettre en lumière les relations entre les produits et la persécution, notre argent et la pauvreté des autres peuples.